



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Vingt-neuvième session

Abidjan (Côte d'Ivoire), 4-8 avril 2016

Résultats de l'Année (2015) de l'autonomisation et de la promotion de la femme en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 pour l'Afrique, dans le cadre du Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015

Résumé

Le présent document donne un aperçu des principaux résultats de l'Année (2015) de l'autonomisation et de la promotion de la femme en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 pour l'Afrique. Il aborde les aspects sexospécifiques de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition et présente les principales conclusions des sommets tenus par l'Union africaine en 2015. Il présente également quelques mesures de suivi de la mise en œuvre des engagements en faveur de l'égalité des sexes dans le contexte du Programme de développement pour l'après-2015 ainsi que les messages clés.

Questions portées à l'attention de la Conférence régionale

- Renforcer les capacités des gouvernements et des institutions rurales pour améliorer les perspectives des femmes dans le cadre d'une croissance et d'une transformation agricoles où elles aient leur place. Il s'agit notamment de concevoir, financer, mettre en œuvre des politiques et programmes qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes et d'en assurer le suivi.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



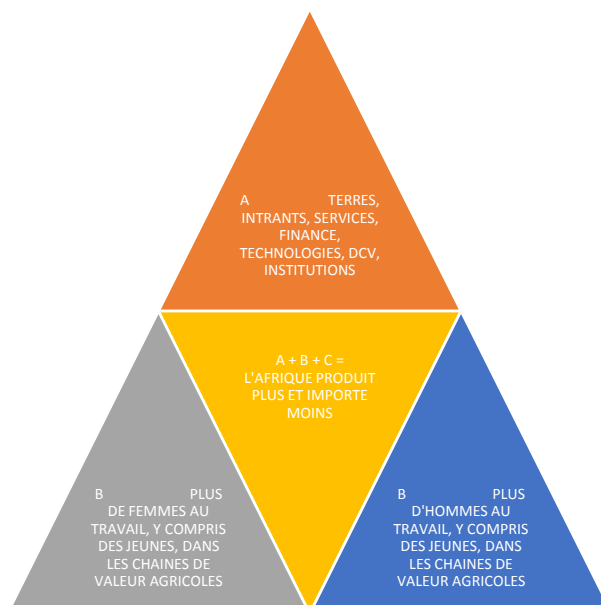
mp596

- Promouvoir l'accès des femmes aux chaînes de valeur et aux marchés agricoles en faisant respecter leurs droits fonciers et leurs droits à l'emploi décent, en veillant à ce qu'elles aient accès aux technologies et aux innovations dans le domaine de la production agricole et de l'agrotransformation et à ce qu'elles les adoptent, et en répondant à leurs besoins en matière de vulgarisation, de services financiers et de services de commercialisation.
- Mettre en œuvre des politiques et des investissements publics multisectoriels et intégrés qui d'une part garantissent que les femmes bénéficient pleinement d'une nourriture saine, suffisante et nutritive et d'autre part renforcent leur accès à la protection sociale et leur résistance aux chocs, condition indispensable à la réalisation de l'objectif Faim zéro.
- Faire en sorte que les hommes et les femmes soient sur un pied d'égalité dans les institutions rurales et contribuent dans une égale mesure à l'élaboration des lois, des politiques, des investissements et des programmes.
- Intégrer pleinement les considérations sexospécifiques dans les plans d'investissement agricole nationaux et régionaux, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), les processus de l'après-Malabo et le Fonds vert pour l'Afrique.

I. Introduction: aspects sexospécifiques de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition

1. Mobiliser tout le potentiel productif des femmes, des hommes et des jeunes tout au long des chaînes de valeur agricoles et dans les agro-industries est essentiel pour réaliser les objectifs prioritaires de l'Afrique en matière de sécurité et de nutrition, de croissance et de transformation agricoles durables, de compétitivité des produits africains et de substitution des importations, objectifs énoncés dans l'Agenda 2063 pour l'Afrique et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

Figure 1: Aborder la problématique hommes-femmes dans les textes relatifs à la croissance et à la transformation agricoles en Afrique



Source: adapté du rapport de l'audit concernant le respect de l'égalité entre les sexes du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural (FMARD) de la République fédérale du Nigéria, 2013.

2. La contribution des femmes à la croissance agricole en Afrique est considérable: elles représentent 50 pour cent environ de la main-d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne¹. Elles veillent, en première ligne, au bien-être et à la nutrition des membres de la famille en produisant, conservant, nettoyant et cuisinant les aliments, et en prodiguant les soins aux nourrissons, aux jeunes enfants, aux personnes âgées et aux autres membres de la famille. En période de crise, le rôle des femmes à cet égard peut devenir plus important encore en fonction de l'impact de la catastrophe, de la rareté des ressources et des connaissances dont elles disposent en matière de stratégies d'adaptation.

3. Les femmes apportent également une contribution aux agro-industries en tant que salariées. Dans le secteur kényan des exportations de fruits et légumes, les femmes représentent 80 pour cent des travailleurs chargés du conditionnement, de l'étiquetage et du codage à barres; elles sont néanmoins souvent engagées à titre temporaire ou occasionnel, alors que les hommes bénéficient d'emplois permanents. Parmi les travailleurs du secteur sénégalais de la tomate, 2 pour cent des femmes et 28 pour cent des hommes ont des contrats permanents².

4. Ces inégalités persistantes entre les sexes compromettent les résultats du secteur agricole en Afrique. Les faits montrent que les agricultrices sont moins productives que les agriculteurs parce qu'elles ne bénéficient pas du même accès aux ressources et aux avoirs productifs comme les terres, les services, les intrants et la technologie. Une récente étude menée dans six pays³ d'Afrique montre que lorsqu'on compare les hommes et les femmes cultivant des parcelles similaires dans des conditions similaires, l'écart entre les sexes dans la productivité par hectares varie de 23 pour cent en Tanzanie à 66 pour cent au Niger. Au Malawi, l'utilisation moindre d'intrants agricoles comme les engrais ou les

¹ FAO, «La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011: Le rôle des femmes dans l'agriculture – Comblant le fossé entre les hommes et les femmes, pour soutenir le développement».

² FAO-FIDA-OIT, Maertens, M. et Swinnen, J.F.M: *Are African high-value horticulture supply chains bearers of gender inequality?*, 2009.

³ Éthiopie, Malawi, Niger, Nigéria, Ouganda et Tanzanie.

services de vulgarisation agricole pour les parcelles des femmes est responsable de 80 pour cent de cet écart de productivité⁴.

5. Le tableau ci-dessous illustre les asymétries entre les contributions respectives des hommes et des femmes à la production et à la transformation agricoles et dans leur accès aux ressources et aux services au Nigéria. En raison des barrières culturelles et sexistes, les agricultrices éprouvent davantage de difficultés à accéder aux services de vulgarisation, notamment parce que les femmes sont très peu nombreuses parmi les agents de vulgarisation. Les inscriptions pour l'accès aux services et aux ressources sont également moins nombreuses chez les agricultrices.

Tableau 1: Disparités entre les sexes dans l'agriculture, l'agrotransformation et l'accès aux ressources et aux services au Nigéria

DOMAINE	INDICATEURS	HOMMES	FEMMES
Contribution à la production/ agrotransformation	Production agricole	30 %	70 %
	Transformation agricole	40 %	60 %
	Élevage	50 %	50 %
Accès aux ressources	Propriété foncière	93 %	7 %
	Accès aux prêts agricoles	70 %	30 %
	Accès au capital auprès des services financiers conventionnels	99 %	1 %
	Propriété de comptes bancaires	85 %	15 %
Accès aux services	Partage entre agents de vulgarisation	94 %	6 %
	Enregistrement des agriculteurs	90 %	10 %

Source: Rapport de l'audit concernant le respect de l'égalité entre les sexes du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural de la République fédérale du Nigéria, 2013

6. De nombreux pays africains se sont engagés à atteindre les objectifs du défi Faim zéro, à savoir l'élimination de la faim d'ici à 2025, la réalisation du droit à l'alimentation et la diminution de la malnutrition ainsi que des pertes et gaspillages alimentaires. La situation et l'état de santé des femmes sont des facteurs déterminants de la lutte contre la faim et de la nutrition des enfants et de la famille. Un bon état nutritionnel de la mère (avant et après la naissance) garantit le bien-être nutritionnel de ses enfants, en particulier pendant la période critique des 1 000 premiers jours de l'existence (de la conception au deuxième anniversaire). L'anémie ferriprive à l'accouchement est une cause importante de mortalité maternelle en Afrique subsaharienne. Au Togo, par exemple, le taux d'anémie chez les

⁴ Banque mondiale, «Améliorer les perspectives des agricultrices en Afrique et lutter contre les inégalités hommes-femmes», 2014.

15-49 ans est estimé à 20 pour cent pour les hommes et à 48 pour cent pour les femmes, et 64 pour cent des femmes enceintes âgées de 15 à 49 ans en souffrent⁵.

7. Le niveau d'instruction de la mère joue également un rôle déterminant dans l'état nutritionnel de ses enfants. Le risque de malnutrition chronique et sévère, d'insuffisance pondérale et d'anémie chez les nourrissons et les enfants diminue à mesure que le niveau d'instruction de la mère augmente.

Tableau 2: Incidence du niveau d'instruction de la mère sur l'état nutritionnel des enfants au Togo

INDICATEURS	SANS INSTRUCTION	PRIMAIRE	SECONDAIRE OU SUPÉRIEUR
Malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans	33 %	25 %	18 %
Malnutrition sévère chez les enfants de moins de 5 ans	9 %	-	5 %
Insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans	21 %	13 %	10 %
Anémie chez les 6-59 mois	74%	73%	61%

Source: Données de l'enquête démographique et sanitaire au Togo, EDST-III, 2014.

8. L'absence de données ventilées par sexe et par âge entraîne d'importantes lacunes en matière de politiques et d'investissement, et ce, en raison des difficultés à évaluer les disparités entre les sexes, à définir des points de comparaison et à suivre les progrès accomplis. Pourtant essentielles, les données sur la propriété foncière, la gestion des champs, l'accès aux services de vulgarisation, l'accès à la technologie et à l'innovation, l'emploi décent et la protection sociale restent limitées. À titre d'exemple, seuls 6 des 14 pays africains qui ont procédé à un recensement agricole pendant le cycle de recensement mondial de l'agriculture de 2010 ont recueilli des données ventilées par sexe sur les exploitants de parcelles ou de champs.

9. Réduire les écarts entre les sexes dans l'agriculture produira des dividendes sociaux et économiques considérables, étant donné l'effet multiplicateur sur d'autres aspects allant de la sécurité alimentaire et de la nutrition à la réduction de la pauvreté, la croissance économique et le développement durable. On dénombre de multiples externalités positives liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Les programmes d'alimentation scolaire, par exemple, qui incitent les parents à laisser les filles à l'école, peuvent aider à améliorer le taux de scolarisation de ces dernières et leur donner ainsi de meilleures chances d'échapper au mariage et aux grossesses précoces.

10. L'Union africaine a mis en place un important programme pour la lutte contre les inégalités hommes-femmes et pour l'autonomisation des femmes, dans lequel s'inscrivent notamment: le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique⁶ (2003); la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique en

⁵ Données de l'enquête démographique et sanitaire au Togo, EDST-III, 2014.

⁶ Document Assembly AU/Dec.19(II).

(2004)⁷; la Décennie de la femme africaine (2010-2020)⁸; le Fonds pour les femmes africaines⁹; et la Déclaration d'Addis-Abeba pour l'accélération de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing adoptée en novembre 2014, à l'occasion du processus d'examen régional Beijing+20. Les pays africains ont également ratifié ou adopté des documents mondiaux tels que: la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole additionnel; les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, adoptés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale en 2012 et en 2014, respectivement, ces deux documents faisant une part importante à la question de l'égalité des sexes.

11. L'égalité des sexes est au cœur du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui consiste à assurer la sécurité alimentaire de chacun en améliorant les niveaux de nutrition, la productivité agricole et la gestion des ressources naturelles, ainsi que la vie des populations rurales. La politique d'égalité des sexes adoptée par la FAO en 2012 vise à faire en sorte que les hommes et les femmes puissent faire entendre leur voix de manière égale, aient la même liberté d'action et disposent d'un accès équitable aux ressources et aux services dans la production agricole et le développement rural durables.

II. Aperçu des principaux résultats de l'Année (2015) de l'autonomisation et de la promotion de la femme en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 pour l'Afrique

12. L'Année (2015) de l'autonomisation et de la promotion de la femme en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 pour l'Afrique a fourni de nombreuses occasions de renforcer les acquis de l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (2014). La Déclaration de Malabo sur «la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie», adoptée en juin 2014, affirmait la nécessité de veiller, grâce à un soutien public réfléchi et ciblé, à ce que les femmes participent directement aux possibilités de croissance et de transformation et en bénéficient pour améliorer leur vie et leurs moyens d'existence. Les participants au Sommet de janvier 2015 ont insisté sur la nécessité d'offrir un meilleur appui aux petits exploitants, aux femmes et aux jeunes, et d'encourager les chaînes de valeur agricoles où chacun ait sa place, la préférence pour les marchés régionaux et le renforcement de la gouvernance des ressources naturelles.

13. La Déclaration sur l'emploi, l'éradication de la pauvreté et le développement inclusif en Afrique¹⁰, adoptée au cours du Sommet du mois de janvier, mettait en exergue les taux de croissance économique élevés et durables. Toutefois, ces taux ne se sont pas traduits par une création d'emplois proportionnelle et n'ont donc pas permis de réduire de manière significative le chômage, le sous-emploi et la pauvreté. En témoigne le taux extrêmement élevé de sous-emploi structurel, associé à l'absence de protection sociale, la faible productivité, la faible capacité de génération de revenus et les médiocres conditions de santé et de sécurité au travail touchant en particulier les femmes et les jeunes dans l'économie non structurée et le secteur rural.

14. Les signataires de la Déclaration ont réaffirmé leur engagement à réduire le chômage, en particulier pour les femmes et les jeunes, d'au moins deux pour cent chaque année pendant les dix prochaines années, et ont demandé aux États membres de mettre en place des formules de sécurité

⁷ Document Assembly AU/Dec.12 (III).

⁸ Document Assembly AU/Dec. 229 (XII).

⁹ Document Assembly AU/Dec. 277(XIV).

¹⁰ Document Assembly/AU/20 (XXIV).

sociale pour les populations vulnérables, assorties de cibles, d'échéances et d'indicateurs de performance concrets. Ils ont également plaidé en faveur de l'adoption de mesures urgentes pour améliorer le niveau de croissance de la productivité et de la compétitivité du continent afin d'améliorer sa compétitivité dans l'économie mondiale et contribuer à sa croissance où chacun ait sa place, en ciblant les PME, les microentreprises de l'économie non structurée, du secteur rural et du secteur public, en tant que sources principales, avec le secteur privé, de création d'emplois.

15. Les participants au Sommet de juin 2015 ont adopté la Déclaration sur le thème de 2015 «Année de l'autonomisation et de la promotion de la femme en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 pour l'Afrique»¹¹, qui définit un programme ambitieux destiné à améliorer la contribution des femmes et leur part d'avantages tirés des chaînes de valeur de l'agriculture et de l'agro-industrie structurées. Ils ont souligné l'importance de l'engagement multisectoriel et de la co-appropriation de ce programme de transformation sociale et économique pour l'égalité et l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, la science et la technologie, les infrastructures, l'énergie, les finances, le commerce et l'industrie. Ils ont également reconnu la complémentarité des rôles et des responsabilités du secteur public, des entreprises privées, des groupes de réflexion, des femmes de la base et des femmes d'affaires, ainsi que des organisations de la société civile.

16. Ils ont invité les États membres de l'Union africaine à renforcer la mécanisation, l'innovation technologique, le développement des capacités des femmes et leur intégration financière dans l'agro-industrie, et à les doter des connaissances et des compétences nécessaires pour utiliser les technologies modernes dans le secteur de l'agroalimentaire et des chaînes de valeur agricoles. Ils se sont également engagés à mettre en œuvre le droit des femmes à l'accès aux biens de production, y compris à la terre, et aux processus d'approvisionnement dans le domaine de l'agroalimentaire. Ils ont demandé aux institutions financières de consacrer un quota minimum de 50 pour cent pour permettre aux femmes de financer et d'agrandir leurs microentreprises. Les participants ont également souligné la nécessité d'intégrer des indicateurs qui prennent en compte la problématique hommes-femmes dans le PDDAA et le Cadre de résultats de la déclaration de Malabo, et de veiller à ce que la Zone de libre-échange continentale encourage l'autonomisation des femmes dans les chaînes de valeur agroalimentaire et agricole.

17. Les participants au Sommet ont approuvé le thème de la vingt-sixième session ordinaire de l'Assemblée, qui se tiendra à Addis-Abeba: «2016: Année africaine des droits de l'Homme avec un accent particulier sur les droits des femmes». Ce thème offre de nombreuses occasions de promouvoir les droits des femmes à la nourriture, à la terre et à un emploi décent.

18. Le vingt-cinquième Sommet de l'Union africaine a été l'occasion de lancer la «campagne de l'Union africaine visant à bannir progressivement le travail à la houe manuelle pour reléguer celle-ci au musée», le 14 juin 2015, à Johannesburg. Au titre de son aspiration n° 1, «Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable», l'Agenda 2063 vise «une agriculture africaine moderne et productive, grâce au recours à la science, à la technologie, à l'innovation et aux connaissances locales», et des États desquels «la houe sera bannie d'ici 2025».

¹¹ Document Assembly/AU/Decl.1(XXV).

III. Mesures de suivi pour une mise en œuvre efficace des engagements en matière d'égalité entre les sexes dans le contexte du Programme de développement pour l'après-2015

19. Le Programme de développement pour l'après-2015 a appelé l'attention des pouvoirs politiques sur l'urgence qu'il y avait à lutter contre les inégalités et la répartition inéquitable des capacités, des perspectives, des richesses, du pouvoir et de l'influence. L'une des priorités est de mettre en place des cadres de politique à tous les niveaux, sur la base de stratégies en faveur des pauvres, tenant compte de la problématique hommes-femmes, afin d'accélérer les investissements destinés aux mesures de lutte contre la pauvreté.

20. L'objectif 1, relatif à l'élimination de la pauvreté, vise à garantir que tous les hommes et les femmes aient les mêmes droits aux ressources économiques, à l'accès aux services de base, à la technologie et aux services financiers, au contrôle sur les terres, à la propriété foncière et à d'autres formes de propriétés, et aux ressources naturelles. L'objectif 2, relatif à la lutte contre la faim, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et à la promotion d'une agriculture durable, vise à répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes et des mères allaitantes. L'objectif est de doubler, d'ici à 2030, les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux connaissances, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités de création de valeur ajoutée et d'emplois autres qu'agricoles.

21. L'objectif 5, «Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser les femmes», appelle à faire une place aux soins et travaux domestiques non rémunérés et à les valoriser, par l'apport de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale, et la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national. Il est également essentiel de garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision.

22. Dans le droit fil de ces engagements, la FAO s'efforce d'encourager les femmes à participer pleinement et de manière rentable au développement des chaînes de valeur et de l'agro-industrie, en prônant leur participation à l'agriculture sous contrat et à l'emploi décent, en renforçant leurs droits fonciers et leurs compétences professionnelles, et en améliorant leur accès aux services financiers, aux technologies et aux innovations dans le domaine de l'agrotransformation. La FAO renforce également l'aptitude des gouvernements et des institutions rurales à améliorer la résilience et la protection sociale des agricultrices.

23. Les mesures suivantes sont recommandées pour une mise en œuvre efficace des engagements en matière d'égalité des sexes dans le contexte du Programme de développement pour l'après-2015 et conformément aux résultats de l'Année 2015 de l'Union africaine:

- Renforcer les capacités des gouvernements et des institutions rurales pour améliorer les perspectives des femmes dans le cadre d'une croissance et d'une transformation agricoles où chacun ait sa place. Il s'agit notamment de concevoir, financer, mettre en œuvre et assurer le suivi de politiques et de programmes qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes.
- Promouvoir l'accès des femmes aux chaînes de valeur et aux marchés agricoles en faisant respecter leurs droits fonciers et leurs droits à un emploi décent, en veillant à ce qu'elles aient accès aux technologies et aux innovations dans le domaine de la production agricole et de l'agrotransformation et à ce qu'elles les adoptent, ainsi qu'à la vulgarisation, aux services financiers et aux services de commercialisation.
- Mettre en œuvre des politiques et des investissements publics multisectoriels et intégrés qui permettent aux femmes de bénéficier d'une nourriture saine, suffisante et nutritive et

renforcent leur accès à la protection sociale et leur résistance aux chocs en tant que condition indispensable à la réalisation de l'objectif faim zéro.

- Faire en sorte que les hommes et les femmes soient sur un pied d'égalité dans les institutions rurales et contribuent dans la même mesure à l'élaboration des lois, des politiques, des investissements et des programmes.
- Intégrer pleinement les considérations sexospécifiques dans les plans d'investissement agricole nationaux et régionaux, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), les processus de l'après-Malabo et le Fonds vert pour l'Afrique.

IV. Messages clés

- Lorsque les femmes rurales ont accès de la même manière que les hommes aux ressources, aux biens, aux services et aux débouchés économiques, elles deviennent une véritable force contre la pauvreté rurale, la faim et la malnutrition.
- Investir en faveur de la participation des femmes aux chaînes de valeur agricoles est une stratégie juste et sensée, qui permettra de garantir la prospérité des communautés rurales et l'égalité hommes-femmes dans les sociétés africaines. Pour chaque dollar investi en faveur des femmes, les dividendes sont énormes sur le plan de la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté, ainsi que de la création de revenus pour les agriculteurs.
- Nous devons mettre en place les conditions qui permettront aux femmes d'exercer un plus grand pouvoir de décision dans l'agriculture familiale, les systèmes alimentaires et la gestion des ressources naturelles.
- La technologie permettra de libérer tout le potentiel des femmes, des hommes, des filles et des garçons et garantira qu'ils contribuent à la croissance et à la transformation de l'agriculture africaine, en en bénéficiant, sur un pied d'égalité.
- L'urgence qu'il y a à investir en faveur des femmes dans l'agriculture, la transformation alimentaire et l'agro-industrie fait l'objet d'un large consensus. Il est maintenant temps de joindre le geste à la parole.

Liste des documents consultés

Politique de la FAO sur l'égalité des sexes: Atteindre les objectifs de sécurité alimentaire dans l'agriculture et le développement rural, 2013

FAO, «La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011: Le rôle des femmes dans l'agriculture – Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement»

Banque mondiale, «Améliorer les perspectives des agricultrices en Afrique et lutter contre les inégalités hommes-femmes», 2014

Rapport de l'audit concernant le respect de l'égalité entre les sexes du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural de la République fédérale du Nigéria, 2013

FAO-FIDA-OIT, Maertens, M. & Swinnen, J.F.M: «*Are African high-value horticulture supply chains bearers of gender inequality?*», 2009

Institut d'Étude de la Faim, «L'impact de l'intégration du genre sur les processus politiques de droit à l'alimentation: cas du Sénégal et du Togo», 2015

Différentes déclarations adoptées lors de sommets de l'Union africaine